



HAL
open science

UNE ALTERNATIVE À L'HÉGÉMONIE ANGLOPHONE : ENJEUX ET PROPOSITIONS

Vivien Blanchet, Celine Berrier-Lucas

► **To cite this version:**

Vivien Blanchet, Celine Berrier-Lucas. UNE ALTERNATIVE À L'HÉGÉMONIE ANGLOPHONE : ENJEUX ET PROPOSITIONS. Revue de l'Organisation Responsable, 2021, 16 (3). hal-04135151

HAL Id: hal-04135151

<https://hal.science/hal-04135151>

Submitted on 20 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION

Une alternative à l'hégémonie anglophone : enjeux et propositions

[Vivien Blanchet](#), [Celine Berrier-Lucas](#)

ESKA | « [Revue de l'organisation responsable](#) »

2021/3 Vol. 16 | pages 3 à 12

ISSN 1951-0187

ISBN 9782747232821

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-de-l-organisation-responsable-2021-3-page-3.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

INTRODUCTION

UNE ALTERNATIVE À L'HÉGÉMONIE ANGLOPHONE : ENJEUX ET PROPOSITIONS

Vivien BLANCHET

vivien.blanchet@bsb-education.com

CEREN EA 7477, Burgundy School of Business, Université Bourgogne Franche-Comté, Dijon, France

Celine BERRIER-LUCAS

celine.berrier-lucas@isg.fr

ISG International Business School, Paris, France

RÉSUMÉ

L'hégémonie de l'anglais et des revues anglophones soulève de vifs débats au sein des sciences humaines et sociales (SHS). Elle entrave les chemins de la pensée, de son expression et de sa diffusion, met en péril le pluralisme théorique et empirique, et complique le pilotage de la recherche. Cet essai en discute les enjeux pour la recherche en « business & society ». Il propose des stratégies contre-hégémoniques à déployer au niveau des revues : 1) promouvoir la francophonie, 2) une diffusion inclusive des connaissances, 3) un pluralisme théorique, 4) un pluralisme empirique et 5) une reterritorialisation de la recherche. Ces propositions aspirent à établir les conditions nécessaires pour produire des connaissances scientifiques de rupture sur les transitions sociales et écologiques

Mots-clés : francophonie ; anglicisation ; hégémonie ; revue scientifique ; transition écologique.

ABSTRACT

The hegemony of the English language and of anglophone journals raises lively debates in the Humanities and Social Sciences (HSS) in non-English speaking areas. It impedes the paths of thought, its expression and dissemination. It also undermines theoretical and empirical pluralism and complicates the management of research. This essay discuss the issues at play for research in the "business & society" field. Therefore, it proposes counter-hegemonic strategies to be deployed at the level of academic journals: 1) promoting research in French language, 2) inclusive knowledge diffusion, 3) theoretical pluralism, 4) empirical pluralism and 5) reterritorialization of research. These proposals aim to establish the conditions to create disruptive scientific knowledge on social and ecological transitions.

Keywords: *French-speaking world; Englishization; hegemony; scientific journal; ecological transition.*

L'hégémonie de l'anglais et des revues anglophone soulève de vifs débats au sein des sciences humaines et sociales¹ (SHS). Les classements (Willmott, 2011), la course aux étoiles (Rouquet, 2016) et le diktat du *publish or perish* (Aggeri, 2016) redessinent les paysages géographiques et culturels de la science. La France, centre important de la production scientifique, est en passe d'être reléguée à la périphérie du champ scientifique : l'expression en langue française devient de plus en plus exceptionnelle dans les revues, les conférences et les enseignements ; les revues françaises, lorsqu'elles figurent dans les classements internationaux, y occupent les rangs les plus bas ; tout un pan de la tradition intellectuelle francophone risque d'être oublié du fait de sa méconnaissance au sein de la culture anglophone dominante (Chanlat, 2014b). Ce constat vaut pour la francophonie comme pour d'autres pays européens ou régions non anglophones et, à plus forte raison, pour les pays du Sud (Ibarra-Colado, 2006). En somme, il existe une géopolitique du savoir : les « *textes en circulation* » se diffusent du centre vers les périphéries et conquiert le statut de connaissance universellement (re)connue et valide (Mignolo, 2000). Des voix toujours plus nombreuses dénoncent ces conséquences de l'anglicisation de la science. La communauté scientifique publie des tribunes (Albouy *et al.*, 2019), les revues françaises des éditoriaux (Berry, 2010; Blanchet et Berrier-Lucas, 2021) et les chercheur-es des articles (Mandard, 2020; Boussebaa et Brown, 2017; Chanlat, 2013, 2014b) pour défendre des alternatives à l'hégémonie anglophone. Un récent appel à communication de la *Revue Française de Gestion* pose la question de la souveraineté scientifique de la France (Bazin *et al.*, 2021). Les discussions gravitent généralement autour d'un paradoxe. Jamais l'idée d'une science ouverte, inclusive dans son expression, son contenu et sa diffusion, n'a été défendue avec tant de ferveur. Mais jamais non plus le champ scientifique ne s'est révélé si fermé, excluant de son jeu des chercheur-es, appauvrissant le pluralisme de la recherche et entravant la diffusion des connaissances. Interpellée par ce paradoxe, la section 37 « Economie et gestion » du CNRS organisa un atelier sur l'importance des revues françaises dans le champ scientifique (Krafft *et al.*, 2016). Son compte rendu apporte plusieurs réponses à la question « à quoi servent-elles ? » : elles servent à permettre des formes d'expression originales, à protéger le pluralisme théorique et empirique, à produire des connaissances pertinentes pour les organisations, les décideuses et décideurs politiques et la société civile, etc. Cette analyse se reflète dans la construction des classements utilisés pour piloter la recherche. Les associations scientifiques, les éditrices et éditeurs des revues et les chercheur-es ont lutté pour faire reconnaître la qualité et la pertinence des revues françaises indépendamment de leurs scores d'impacts nécessairement plus faibles que leurs consœurs anglophones

(Chanlat, 2014b; Fridenson, 2009; Berry, 2004; Pontille et Torny, 2010). Ainsi, la note introductive du classement CNRS 2020 précise que « *les revues en langue française constituent un cas particulier. De façon structurelle, leur audience et donc leur facteur d'impact sont plus limités que ceux des revues en langue anglaise. [...] Les critères d'appartenance à telle ou telle catégorie [comprendre : rang 1, 2, 3 ou 4] doivent donc s'entendre comme valant au niveau national pour ces revues* ». Dans le même esprit, l'introduction de la liste FNEGE 2019 explique que « *le classement s'appuie sur des critères différents pour les revues francophones, handicapées par leur absence de nombreux classements étrangers, et des bases de données servant de fondements aux indices bibliographiques* ». Conséquence directe de ces principes : plusieurs revues françaises sont catégorisées en niveau 2 dans les listes FNEGE 2019 et CNRS 2020².

La lecture de ces classements laisse donc croire que la recherche française en sciences de gestion (plus généralement, en SHS) porte peu d'intérêt aux enjeux socio-environnementaux. Pourtant, cette image ne reflète aucunement la réalité du champ académique. Dans son rapport 2021, l'Observatoire de la Transition Environnementale (OTE) de la FNEGE indique ainsi que 76% des écoles de management conduisent des recherches sur les transitions sociales et écologiques ; que 34 établissements disposent de structures de recherche dédiées ; et que 2/3 sont parties prenantes d'un programme de recherche international sur le sujet³. Jacques Igalens, auteur du rapport, conclut qu'il « *existe un horizon d'attente sur ces sujets* ». Et d'ajouter que « *la ROR a incontestablement un rôle à jouer, car elle est la seule revue positionnée sur ces sujets et, en plus, elle accepte les articles en anglais et en français* » (Igalens, 2021: 17). Cet essai se saisit de cette recommandation formulée par le fondateur de la revue. Sur la base d'une revue de littérature et d'une analyse critique, il éclaire les enjeux de l'hégémonie anglophone dans le champ scientifique et, plus particulièrement, pour les recherches sur les enjeux socio-environnementaux. Il en souligne les effets de pouvoir, qui entravent les chemins de la pensée, de son expression et de sa diffusion, met en péril le pluralisme théorique et empirique, et complique le pilotage de la recherche. Cet essai, dès lors, opère un travail réflexif discutant les stratégies contre-hégémoniques déployables au niveau d'une revue scientifique. Celles-ci s'articulent autour d'un jeu de cinq propositions, à savoir 1) promouvoir la francophonie, 2) une diffusion inclusive des connaissances, 3) un pluralisme théorique, 4) un pluralisme empirique et 5) une reterritorialisation de la recherche. Le bilan des 35 numéros et des 162 articles de la ROR et la présentation des projets éditoriaux de la revue permettent de les incarner, partant d'envisager des manières de produire des connaissances scientifiques de rupture sur les transitions sociales et écologiques.

1. Voir les débats parus dans SociologieS (2019) <https://journals.openedition.org/sociologies/16697>

2. Aucune revue française n'a bénéficié de ce soutien dans le domaine des recherches en Business & Society (B&S). La *Revue de l'Organisation Responsable* (ROR), classée en catégorie en 4, est la mieux valorisée. Ceci est d'autant plus regrettable que plusieurs associations scientifiques dans ce domaine, à commencer par le RIODD, sont membres du collège scientifique de la FNEGE.

3. Pour consulter l'Executive Summary : <https://www.fnege.org/publications/les-publication-de-la-fnege/observatoires/2eme-edition-de-l-observatoire-de-la-transition-environnementale-des-ecoles-de-management>

1. ENJEUX D'EXPRESSION

A. Une pensée bridée et une expression contrainte

Un premier problème réside dans la domination de l'anglais sur les autres langues. Parlé et écrit dans les universités, les conférences et les revues, l'anglais est devenu la *lingua franca* de la science. Le fétichisme des classements, plaçant les revues américaines au sommet de la hiérarchie académique, renforce son hégémonie (Willmott, 2011).

Des liens étroits entre langue et pensée

Cette hégémonie induit des relations étroites (dans tous les sens du terme) entre langue et pensée. Les limites du langage, écrivait ainsi Wittgenstein (cité par Chanlat, 2014b), sont les limites de notre propre monde. La conception d'une langue neutre, laissant entrevoir comme par transparence son référent, est ainsi battue en brèche par les linguistes, sociologues et philosophes du langage (Hagège, 1992). La langue exprime la pensée dans l'épaisseur même de ses mots, de sa grammaire et de ses tournures. Il est ainsi des mots qui existent dans une seule langue, et dans aucune autre ; des mots qui existent dans plusieurs langues, mais en des sens différents, chargés d'une histoire et d'une culture singulières ; ou encore des mots difficilement traduisibles. De même, la grammaire et, plus généralement, les multiples façons de combiner les ressources sémantiques autorisent ou empêchent certains raisonnements et certaines formes d'expression. Les modes, temps et places des verbes dans les différentes langues expriment des nuances et des manières de pensée parfois difficiles à rendre d'une langue à une autre. Il en va pareillement des métaphores et autres figures de style, ardues à traduire, mais pourtant essentielles au développement de la pensée (Lakoff, 1983). En définitive, la production scientifique n'emprunte pas le même chemin et ne mobilise pas les mêmes ressources selon les langues d'expression. Le recours à l'anglais plutôt qu'au français affecte ainsi la production des connaissances. Haraway (1988), par exemple, conçoit ainsi le savoir comme situé dans un temps et un espace culturels, politiques et sociaux permettant de définir les interprétations et les expériences vécues.

Ceci vaut tout particulièrement pour les recherches se rapportant au domaine « Business & Society » (B&S). Traduire le terme en français est en soi une gageure. Aucune dénomination française ne s'est réellement imposée. Parler du domaine « Économie et Société » eut été une option, s'il n'y avait eu cette homonymie entre l'économie (*economy*) comme phénomène et

comme discipline (*economics*). Plus fondamentalement, certaines notions centrales dans ce domaine se prêtent mal à la traduction : comment traduire *stewardship* ou *wilderness* en français ? N'y a-t-il pas un glissement de sens dans la traduction de *stakeholders* en *parties prenantes*⁴ ? Les notions de *liberté* et de responsabilité sont-elles les mêmes en France et aux États-Unis ? Etc. Point étonnant, dès lors, que la langue serve de ligne de partage entre deux grandes approches de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) : l'une états-unienne et britannique, dite « volontariste », insiste sur les mécanismes d'autorégulation ; l'autre française et européenne, dite « légaliste », souligne la nécessité d'une intervention publique (Gendron et Girard, 2013). Les raisons de ce clivage résident notamment dans les conditions langagières d'expression de la pensée ainsi que dans la structuration des débats qu'elle impose.

Capital linguistique et capital économique

Un autre problème réside dans le capital linguistique nécessaire à l'expression en langue anglaise et, par ricochet, à la valorisation des recherches dans le champ académique. En dépit d'un niveau élevé de qualification, le capital linguistique demeure très inégalement réparti entre les agents du champ académique (Boussebaa et Brown, 2017). Bien souvent, les évaluateurs de langue maternelle anglaise sont (ou croient être) en mesure d'identifier l'origine géographique ou culturelle des textes soumis à leur expertise (Horn, 2017). Le style, la construction des phrases et l'articulation des idées trahissent les auteur-es non anglophones autant que l'incorrection grammaticale ou lexicale. À l'instar d'autres stigmates linguistiques comme l'accent, ces signes culturels conduisent à forger des jugements sur le locuteur et sur ses discours (Bourdieu, 1982).

L'acquisition et l'exploitation de ce capital linguistique est à ce point importante et compliquée que des chercheur-es anglophones de naissance recourent aux services de spécialistes de l'édition pour formater leurs articles avant de les soumettre à une revue (Chevrier *et al.*, 2016).

Ceci rend visible le lien entre capital linguistique et capital économique. Aux difficultés d'expression dans une langue étrangère s'ajoutent les coûts financiers de *copy-editing* et de traduction des articles. Du fait des multiples tours de révision, leurs montants s'élèvent souvent à plusieurs milliers d'euros pour un seul et même article. Ces sommes sont considérables pour certaines institutions ou certain-es collègues (notamment les plus précaires), contraints de faire des arbitrages, de repousser des soumissions d'articles ou d'envoyer des manuscrits non corrigés par des professionnels. Les agents les plus vulnérables du champ académique se trouvent ainsi pénalisés dans leurs efforts pour valoriser leurs recherches.

4. Ne serait-ce qu'en perdant la proximité phonique entre *stakeholders* and *shareholders*.

En définitive, la domination de l'anglais renforce une structuration du champ académique au profit de son centre (anglophone) et au détriment de sa périphérie.

B. Proposition 1 : Renforcer l'ancrage dans la francophonie

Dans la lignée du RIODD, la *ROR* défend un ancrage fort dans la francophonie. Elle offre l'opportunité aux chercheur.es de publier leurs textes en français, aux évaluatrices et évaluateurs de formuler leurs commentaires dans cette langue et aux publics de lire des articles dans une autre forme que l'anglais. Cette possibilité de communiquer dans sa langue maternelle participe à la quête d'excellence scientifique de la revue. Comme on ne produit jamais mieux que dans sa langue et selon son génie propre, elle favorise l'expression d'une pensée originale, précise et nuancée ainsi que la discussion scientifique (Berry, 2006).

Cet engagement dans la francophonie ne constitue aucunement un repli culturel. Au contraire, il étend l'influence de la *ROR* au-delà des frontières hexagonales. Nombre de soumissions d'articles émanent ainsi de Belgique, du Canada, de Grande-Bretagne, d'Australie, de Tunisie, du Maroc, du Cameroun ou du Sénégal. D'autres revues françaises dressent un constat similaire (Albouy *et al.*, 2019). Le présent numéro anniversaire témoigne également de cette ouverture internationale. Plusieurs contributrices et un contributeur sont affilié-e-s à des institutions québécoise (Fraser), britannique (Touboul, McCarthy) et néerlandaise (Sulistyawan). Aucune contradiction, donc, entre francophonie et internationalisation.

La *ROR* conjugue ces deux termes pour offrir une alternative à la domination anglophone. Son comité éditorial et son comité scientifique fédèrent une communauté internationale de chercheur-es francophones spécialistes des enjeux socio-environnementaux. Près d'un tiers de leurs membres sont affiliés à des institutions étrangères basées en Afrique, Amérique du Nord et Europe (figure 1).

Figure 1. Répartition géographique des institutions des membres du comité éditorial et du comité scientifique de la *ROR*

	Comité éditorial	Ratio	Comité scientifique	Ratio
France	36	70%	24	73%
Hors France	15	30%	9	27%
Canada	5	10%	6	18%
UK	3	6%	1	3%
USA	0	0%	1	3%
ALL	1	2%	0	0%
Belgique	2	4%	0	0%
Danemark	0	0%	1	3%
Suisse	1	2%	0	0%
Maghreb	2	4%	0	0%
Afrique Subsaharienne	1	2%	0	0%
Amsud	0	0%	0	0%
Total	51	100%	33	100%

La *ROR* capitalise sur cette ouverture internationale pour confronter différentes approches culturelles des enjeux socio-environnementaux. L'équipe éditoriale du numéro spécial « *Décoloniser la RSE* » (parution fin 2021), par exemple, est constituée de chercheur-es basé-es en France, au Québec et au Maroc.

2. ENJEUX DE DIFFUSION

A. La domination d'une diffusion majoritairement anglophone

Une critique adressée aux revues francophones est leur faible diffusion comparée à leurs consœurs anglophones.

Écrire en français reviendrait ainsi à exclure une grande partie du lectorat international au motif qu'il ne maîtrise pas cette langue. Diverses mesures d'impacts appuient généralement cet argument. Les revues francophones, par exemple, sont globalement moins citées que leurs homologues anglophones. Cet argument doit néanmoins être nuancé.

Tout d'abord, la langue de publication ne constitue en aucun cas un critère pertinent pour évaluer la qualité d'une production scientifique. L'inquiétante multiplication des revues prédatrices anglophones en est la preuve. Ensuite, les scores d'impacts rendent imparfaitement compte de l'influence d'une revue ou de la qualité de ses publications. Rien ne permet d'affirmer que les articles les plus cités par les chercheur-es soient aussi les plus

pertinents pour les personnes situées hors du monde académique. Juger une revue ou un article à l'aune de son score de citation est comme juger la qualité d'un film à l'aune de son box-office (Albouy *et al.*, 2019) ? L'étendue de la diffusion ne doit donc pas être confondue avec le degré de qualité et de pertinence des recherches (Berry, 2006). La plus pointue des revues de littérature et le plus sophistiqué des modèles économétriques peuvent certes intéresser des chercheur·es, mais n'éveiller qu'un vague intérêt chez le lecteur néophyte. En revanche, des recherches rédigées dans la langue de la lectrice ou du lecteur, ancrées dans son territoire, sur des problématiques pertinentes pour elle ou lui et mobilisant des références résonnant avec sa culture sont davantage enclines à susciter son intérêt, partant à produire des effets sur la société (Krafft *et al.*, 2016). Ceci est d'autant plus vrai que l'anglicisation de la société française (notamment de l'enseignement supérieur) n'est pas aussi importante qu'on le présume (Saulière, 2014) et peut être vécue de manière violente par les personnes auxquelles elle s'impose (Boussebaa et Brown, 2017).

Enfin, la diffusion des revues anglophones tend à exclure les personnes situées aux marges du champ académique. Certain·e·s collègues (notamment dans les pays du Sud) ne disposent pas des ressources pour accéder légalement aux recherches diffusées dans les revues anglophones, du fait des coûts prohibitifs des bases de données les référençant. De là, un monde scientifique à deux vitesses : l'accès à la science reconnue comme légitime, car publiée dans des revues anglophones, implique l'accès préalable à des ressources financières conséquentes ; y avoir accès ouvre la possibilité de participer au jeu scientifique ; ne pas y avoir accès l'exclut (Manning, 2021; Das, 2008; Ibarra-Colado, 2006).

Tout ceci est d'autant plus regrettable que le français est la cinquième langue la plus parlée dans le monde et la quatrième sur Internet. On dénombre ainsi environ trois cents millions de locuteurs francophones (en progression de 10% entre 2014 et 2018) et cent trente-deux millions d'apprenants du et en français (cinquante-et-un million en Français Langue Étrangère (FLE) et quatre-vingt-un millions en enseignement partiel ou total en français). Ainsi, chaque année, des milliers d'étudiants suivent des enseignements dans des universités et des écoles françaises (notamment via le programme Erasmus) ou francophones (notamment au Canada et en Belgique, au Maghreb et en Afrique subsaharienne).

B. Proposition 2 : Rendre la diffusion des connaissances plus inclusive

La *ROR* défend le choix du bilinguisme pour toucher un public large et inclusif. La publication d'articles en français permet de s'adresser à la communauté académique francophone, mais également à des journalistes, décideurs politiques, managers ou apprenant·e·s qui n'iraient pas nécessairement lire des travaux de recherche publiés en anglais.

Tout en défendant la francophonie, la *ROR* offre également la possibilité aux autrices et auteurs qui le souhaitent de publier leurs recherches en anglais. La revue fut d'ailleurs l'une des premières revues françaises à le proposer (Igalens, 2007). Son numéro inaugural comporte ainsi une contribution originale de Moon *et al.*, (2006) sur la RSE. Plus généralement, environ 20% des articles sont parus dans cette langue depuis la création de la revue. Tel est notamment le cas de la majorité des articles publiés dans les numéros spéciaux dédiés aux approches de la RSE en théorie des organisations (Marberg et Jonker, 2007; Lattemann *et al.*, 2007; Cochoy et Vabre, 2007) et à la régulation des entreprises multinationales (Gendron *et al.*, 2013; Ivanaj *et al.*, 2013; Oberoi, 2013; Gendron, 2013b; Boughanmi et Nigam, 2013). Dans ce numéro anniversaire, les articles de Parguel et Johnson (2021) sur le greenwashing et de Touboul et McCarthy (2021) sur les représentations des technologies perpétuent cette tradition.

Outre l'opportunité de publier dans la langue dominante du monde scientifique, ce bilinguisme permet d'attirer des contributrices et contributeurs non-francophones, de valoriser certaines théories auprès d'un public international et, réciproquement, de promouvoir des recherches encore méconnues dans le monde francophone. Dans cette perspective, la *ROR* réfléchit aussi à publier des textes dans d'autres langues que le français et l'anglais. Des publications en espagnol ou en portugais, par exemple, permettraient de mieux couvrir les problématiques des transitions sociales et écologiques dans les pays du Sud (notamment en Amérique Latine) et d'envisager des alliances linguistiques face à l'hégémonie anglophones (Chanlat, 2014b). Ce projet soulève néanmoins plusieurs questionnements liés au processus d'évaluation et au contrôle de la qualité des textes.

3. ENJEUX EMPIRIQUES

A. Un cadrage empirique restrictif

Un problème récurrent des revues anglophones tient aux difficultés à y valoriser un terrain empirique issu d'un autre contexte culturel (Mandard, 2020). Dans le compte rendu d'un atelier sur l'intérêt des revues françaises, des membres de la section 37 « Économie et Gestion » du CNRS regrettent ainsi que 70% des articles publiés dans les revues les plus prestigieuses en économie s'appuient sur des données purement états-uniennes (Krafft *et al.*, 2016).

En effet, les règles du jeu de la publication internationale imposent souvent soit d'utiliser des données locales, soit de décontextualiser le terrain pour en tirer des arguments généraux valant en tous lieux, soit de singulariser pour en montrer l'idiosyncrasie voire l'exotisme. Cette injonction ne s'applique pas avec la même force aux contributions ancrées dans des terrains

anglophones, dont la normalité est tenue pour acquise (Meriläinen *et al.*, 2008).

L'éditorial de George (2012), publié dans la prestigieuse revue américaine *Academy of Management Journal* (AMJ), est un cas typique de codification des règles du jeu de la publication. L'éditeur sénior de la revue y constate l'augmentation des soumissions d'articles en provenance d'autres pays, mais surtout leur plus forte probabilité d'être refusés. D'après lui, la cause tient à une socialisation défailante des chercheur-es de l'étranger. Eloigné-e-s de leurs collègues, iels sont contraint-e-s de composer avec des « règles du jeu opaques, du moins tacites ». L'éditeur sénior leur prodigue donc des conseils pour augmenter leurs chances d'être publiés dans AMJ. La première recommandation concerne l'ancrage empirique des articles. Le problème, explique George (2012), réside moins dans la présentation d'un terrain non états-unien que dans ce que l'on en dit. Trop insister sur les spécificités locales d'un terrain est souvent sanctionné : beaucoup d'articles sont refusés parce qu'ils décrivent un contexte jugé sans importance pour le phénomène étudié ou complexifiant inutilement les analyses (George, 2012: 1024). Au contraire, la clé du succès consiste à trouver un moyen d'accrocher un lectorat global plutôt que local, à étudier un grand enjeu plutôt qu'une problématique régionale et à éclairer des relations causales générales plutôt que d'éprouver une théorie existante dans un contexte particulier.

Ces règles du jeu s'avèrent d'autant plus contraignantes qu'elles sont réaffirmées à maintes occasions tout au long de la socialisation des chercheur-es. Les editoriaux des revues, les discussions informelles entre collègues et les évaluations des réviseurs renforcent cet ethnocentrisme. Meriläinen *et al.* (2008) en témoignent dans un article réflexif sur la publication d'un article ancré dans un terrain finlandais. Les autrices y discutent les multiples pressions hégémoniques les ayant conduites à formater leur recherche pour intéresser un public majoritairement américain et britannique. Outre la langue de publication, ces pressions les conduites à repenser le cadrage, les données et l'argumentation de leur article.

Ce cadrage est particulièrement problématique dans le cadre des recherches sur les enjeux socio-environnementaux. La responsabilité sociétale des organisations, par exemple, s'incarne très différemment en fonction de son encastrement culturel, social, politique, juridique et économique. Par exemple, Jammulamadaka (2016) démontre, en contexte indien, l'adoption d'une notion élargie de la responsabilité. Une vision élargie qui irait au-delà de la focalisation occidentale sur l'exploitation économique ou sur les salaires, pour englober l'auto-nomie des individus et le contre-pouvoir.

B. Proposition 3. Favoriser le pluralisme empirique

La ROR défend le pluralisme empirique en valorisant des recherches ancrées dans différents contextes culturels. En plus des terrains européens et canadiens, la revue a publié

des études menées en Tunisie (Rhouma et Koleva, 2020; Arfaoui et Damak-Ayadi, 2014), au Maroc (Safy *et al.*, 2020), en Kabylie (Perret et Paraque, 2012), à Mayotte (Aubert *et al.*, 2020), au Congo (Ndoumbe Berock *et al.*, 2016), en Indonésie (Feger *et al.*, 2021) ainsi que des analyses comparant différents contextes nationaux (e.g. Amann *et al.*, 2007; Scaillerez et Tremblay, 2016). Le numéro spécial « *Décoloniser la RSE* » (parution fin 2021) perpétue cette tradition en promouvant de nouvelles manières d'interpréter les terrains du Sud. Sensible au pluralisme empirique, la ROR apprécie les descriptions riches (Dumez, 2013). Elle encourage à ancrer la problématisation dans les terrains, à mobiliser des théories cohérentes avec les terrains étudiés, à montrer les données, à formuler des interprétations à partir de celles-ci, et à généraliser les contributions mais sans trop les décontextualiser.

4. ENJEUX THÉORIQUES

A. Un cadrage théorique restrictif

Un autre problème des revues anglophones tient à leur cadrage théorique qui, vecteur d'une globalisation de la science, met en péril le pluralisme théorique.

À nouveau, l'éditorial de George (2012), publié dans la prestigieuse revue américaine *Academy of Management Journal* (AMJ), codifie les règles du jeu en matière de publication internationale. D'après lui, les autrices et auteurs non états-unien-s peinent à construire une base de connaissances partagée avec leurs lecteurs (au premier rang desquels les éditeurs et les évaluateurs). Il regrette notamment qu'iels citent des travaux en cours de publication, parus dans des revues de niche ou dans des livres, voire écrits dans d'autres langues que l'anglais. Tout l'enjeu, explique-t-il, consiste à traduire ces références culturellement situées dans des références (re) connues par la communauté académique internationale (i.e. ici états-unienne). Cette traduction permettrait de mieux apprécier la solidité des raisonnements, partant d'améliorer la qualité des débats scientifiques. Sous cet argument de rigueur intellectuelle se cachent néanmoins plusieurs effets de pouvoir.

Le premier est une censure de fait de certains textes. La règle de mobiliser des articles et des textes écrits en langue anglaise et accessibles au lecteur américain oblige à renoncer à des corpus entiers d'œuvres méconnues, non traduites ou non publiées (dans certains pays). Nombre d'autrices et auteurs français.es de premier plan passent ainsi sous les radars des chercheur-es anglophones (Becker, 2019). Tel est le cas de certains livres de Michel Crozier (Chanlat, 2014a) ou de l'œuvre de Marcel Mauss (Chanlat, 2018) en théorie des organisations. Tel est aussi le cas de courants de recherche comme l'économie de la régulation ou l'économie des conventions (Krafft *et al.*, 2016). La mobilisation d'auteurs francophones

constitue parfois même une faute hautement répréhensible : Chanlat (2013) rapporte les cas de collègues dont les articles furent refusés par des revues américaines au motif qu'ils s'appuyaient sur d'obscurs auteurs tels que Pierre Bourdieu et Michel Foucault.

Un second effet de pouvoir réside dans la circulation internationale des idées. À mesure que les textes circulent d'un pays à un autre, ils sont dépouillés de leurs contextes de production (Bourdieu, 2002) : on les exporte sans le champ dont ils sont issus ; puis, on les insère dans un autre champ en les réinterprétant depuis de nouvelles positions, de nouveaux savoirs et de nouveaux intérêts. La diffusion des travaux rassemblés sous le vocable (américain) de *French Theory* en est un cas typique : on lit différemment Roland Barthes, Jacques Derrida et Michel Foucault des deux côtés de l'Atlantique (Cusset, 2003). D'autres cas sont documentés en management (voir Czarniawska-Joerges et Sevón, 2005). Chanlat (2014), par exemple, discute de la réception contrastée de l'œuvre de Pierre Bourdieu en théorie des organisations en France et dans les pays anglophones. Il évoque également les difficultés de Louis Wacquant à faire valoir son approche bourdieusienne dans un champ sociologique états-unien ayant pour postulat des dichotomies entre agence et structure et entre niveau macroscopique et niveau microscopique. Cette circulation internationale des idées constitue sans aucun doute l'un des ressorts essentiels de la production scientifique (Czarniawska-Joerges et Sevón, 2005). Il existe certainement même des raisons de se réjouir que des travaux originellement francophones aient tant d'influence dans le monde anglophone (Chanlat, 1994). Toutefois, il importe d'être conscient de la double peine que nous inflige le succès souvent tardif des auteurs francophones : après avoir lutté pour faire reconnaître leurs travaux, nous nous en trouvons dépossédés par leur insertion dans un champ dominant sur lequel nous n'avons finalement que peu de prises. Victoire à la Pyrrhus donc, qui pour faire valoir des théories d'origine francophone doit se soumettre aux règles des revues anglophones.

B. Proposition 4 : Favoriser le pluralisme théorique en SHS

La *ROR* défend le pluralisme théorique en SHS. Elle considère que les revues francophones sont propices à l'émergence de recherches originales et pertinentes, pourvu qu'elles ne se contentent pas d'imiter les normes de leurs consœurs anglophones (notamment états-uniennes) (Berry, 2006). On sait ainsi toute leur importance dans la structuration et la diffusion de courants de recherches majeurs. Pensons ainsi à *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* pour la sociologie critique de Pierre Bourdieu, *Communications* pour la sémiologie structurale de Roland Barthes ou encore *Les Annales d'Histoire Économique et Sociale* pour l'École des Annales de Lucien Febvre et Marc Bloch.

Ces exemples historiques invitent à reconsidérer les relations entre langue, pensée et média de communication. Laurent Lafforgue, médaillé de Field 2002, affirme ainsi que ce n'est pas parce que l'école française de mathématiques est influente qu'elle peut encore publier en français ; c'est précisément parce qu'elle peut encore publier en français, partant emprunter des chemins de pensée originaux, qu'elle est en mesure d'asseoir son autorité (Chanlat, 2014b). Forte de ce constat, la *ROR* s'efforce de développer un média scientifique permettant de construire une alternative à l'hégémonie des cadres théoriques anglophones.

La *ROR* entretient notamment des liens privilégiés avec l'École de Montréal (voir Caron et Gendron, 2011; Girard, 2011; Gendron, 2013b), dont plusieurs représentants siègent dans les comités de la revue (e.g. Corinne Gendron, Jean Pasquero, Lovasoa Ramboarisata, Marie-France Turcotte). Situé à l'interface des mondes anglophones et européens, ce courant de recherches porte un regard renouvelé sur la RSE : il l'envisage comme une forme hybride de régulation du capitalisme façonnée par des mouvements sociaux (Gendron et Girard, 2013). Son fort ancrage empirique et ses inspirations sociologiques françaises (e.g. Touraine, etc.) éclairent l'encastrement et la diversité des pratiques de RSE. Dans ce numéro anniversaire, l'article de Friser contribue à ce courant de recherche en éclairant les enjeux de responsabilité sociétale à la lumière de la sociologie des controverses, mobilisant ainsi des textes français méconnus à l'international.

La *ROR* entretient également des liens forts avec l'école institutionnaliste de la RSE (voir Postel et Rousseau, 2010; Capron, Lamarche, Wolff, 2007). Ce courant de recherches, initié en France, engage des discussions transdisciplinaires entre l'économie, la sociologie, le droit et la gestion. Il éclaire tout particulièrement les rapports politiques et juridiques, de force et de pouvoir qui façonnent la RSE et le développement durable. Dans ce numéro anniversaire, l'article de Favereau poursuit la discussion en définissant l'entreprise comme un sujet politique, au double sens d'enjeu et d'agent.

La *ROR* cherche à promouvoir le pluralisme en promouvant les contributions des autrices et auteurs du Sud. Dans le monde de la francophonie, les pensées africaines ont ainsi toutes leurs places aux côtés des traditions intellectuelles occidentales et nord-américaines. La *ROR*, d'ailleurs, reçoit régulièrement des articles en provenance du continent africain. Beaucoup empruntent leurs catégories d'analyse à des théories occidentales (typiquement la théorie des parties prenantes). En revanche, peu d'articles développent des réflexions ancrées dans les cultures locales. Une discussion plus serrée des relations sociales (familiales, claniques, tribales, etc.), des contextes économiques (économie informelle, petites entreprises, etc.), des spiritualités (religion, sorcellerie, etc.), des philosophies (ubuntu, etc.) et des histoires (coloniales, etc.) aboutiraient à des contributions riches, originales et stimulantes (voir Anasse *et al.*, 2020). C'est dans cet esprit, par exemple, que Perret et Paraque (2012)

analysent l'organisation sociopolitique de l'eau dans les villages kabyles. Le numéro spécial « décoloniser la RSE » participera à ces réflexions.

5. ENJEUX DE PILOTAGE DE LA RECHERCHE

A. Une déterritorialisation de la recherche

Un autre problème de l'hégémonie des revues anglophones est qu'elle provoque une déterritorialisation de la recherche. Les chercheur-es sont mis en concurrence sur un marché global de la publication (Rouquet, 2016). Cette compétition sans frontière conduit à un redéploiement des relations au sein du champ académique. Les espaces de socialisation et de discussion nationaux – associations scientifiques, conférences, ateliers, etc. – perdent de leur intérêt au profit d'espaces mondialisés où l'on peut fréquenter les éditeurs des revues internationales, recruter des coauteurs (junior, senior, anglophones, etc.) et flairer l'air du temps en vue d'augmenter ses chances de publier. Ces espaces globalisés, en plus de renforcer le mimétisme et la *doxa* académique, compliquent le pilotage de la recherche. Ils rendent plus difficiles la coordination de programmes de recherches et la structuration de domaines de recherches pertinents au niveau national.

Le pilotage de la recherche est également compliqué par la faible représentation de chercheurs affiliés à des institutions françaises (plus généralement, non états-uniennes) dans les comités de rédaction des revues anglophones (Harzing et Metz, 2012). *Journal of Business Ethics (JBE)* compte quatre éditeurs séniors (sur cinquante-cinq) affiliés à une institution française. *Business & Society (BS)* compte un éditeur sénior (sur six) affiliés à une institution française. *Organization and Environment (OE)* et *Journal of Cleaner Production* n'en comptent aucun. Une telle sous-représentation donne aux chercheurs français (et, plus généralement, francophones) peu de poids pour peser sur les lignes éditoriales des revues scientifiques en B&S, partant sur ce qui s'y publie et sur les règles du jeu de la publication.

B. Proposition : Reterritorialiser la Recherche

La *ROR* aspire à reterritorialiser la recherche en B&S. Plutôt que de concurrencer frontalement les revues globales en B&S (*JBE*, *BS*, *OE*, etc.), elle ouvre un nouvel espace de discussion et de diffusion des recherches. Pour ce faire, la *ROR* développe des liens forts avec plusieurs réseaux, institutions et communautés du champ académique francophone.

Tout d'abord, la revue est affiliée au RIODD. Membre du conseil scientifique de la FNEGE, il est le réseau francophone de référence sur le thème des transitions sociales et écologiques. Les relations avec le RIODD s'incarnent dans la gouvernance de la revue. Plusieurs membres du conseil d'administration siègent dans les comités de rédaction, éditorial et scientifique de la revue. La *ROR* et le RIODD mènent également des projets communs pour valoriser la recherche sur les enjeux socio-environnementaux. Dans une logique de compagnonnage (Aggeri, 2016), ils accompagnent les jeunes chercheur-es dans des ateliers doctoraux ou par la valorisation du Prix de thèse RIODD Vigéo-Eiris. Par exemple, un entretien avec les lauréat-e-s et un résumé des thèses finalistes sont publiés chaque année⁵. Dans le même esprit, la *ROR* et le RIODD mettent en avant les liens entre enseignement et recherche au travers un entretien avec les lauréats du Prix pédagogique du RIODD⁶.

Cette reterritorialisation de la recherche a déjà porté ses fruits. Gendron (2013a) raconte notamment que la *ROR* et le RIODD ont joué un rôle structurant dans le développement de l'École de Montréal.

La *ROR* entretient des relations avec d'autres réseaux académiques. Des membres du comité d'administration de l'ADERSE figurent dans les comités de la revue. La *ROR* a publié un numéro spécial sur le marketing social en collaboration avec le groupe d'intérêt thématique « Marketing et Développement durable » de l'AFM (Dekheli et Lavorata, 2020). De même, la revue prépare un numéro spécial en collaboration avec Fairness sur les nouveaux périmètres du commerce équitable (parution fin 2022). En outre, le récent renouvellement du comité éditorial renforce également les relations avec la communauté francophone dédiée aux approches critiques en management.

Dans l'ensemble, ces initiatives ambitionnent de promouvoir des recherches pertinentes pour les acteurs du monde politique, du monde économique et de la société civile. Dans ce numéro anniversaire, les articles de Parguel et Johnson (2021), de Favereau (ce volume), de Sobczak (ce volume), de Barraud de Lagérie (ce volume), et de Demonstant *et al.*, (ce volume) discutent les enjeux de dispositifs juridiques français comme la législation contre le *greenwashing*, la loi Pacte, le devoir de vigilance, le droit du travail et le droit maritime. Leurs analyses participent ainsi directement aux débats de société.

Dans cet esprit, l'inauguration de nouvelles rubriques vise à encourager la diffusion des résultats de projets collectifs de recherche. La rubrique « Œil des pros / Perspectives managériales » a notamment vocation à accueillir des études d'impacts, des études de cas ou des rapports d'enquêtes discutant des liens entre recherche scientifique et pratique.

5. <https://www.cairn.info/revue-de-l-organisation-responsable-2020-3-page-42.htm>

6. <https://www.cairn.info/revue-de-l-organisation-responsable-2021-1-page-38.htm>

BIBLIOGRAPHIE

- Aggeri, F. 2016. L'obsession de la productivité et la fabrique du chercheur publiant, *Le Libellio d'AEGIS*, 12: 21-32.
- Albouy, M, G Charreau, B Colasse, N Fabbe-Coste, A Hatchuel, A-C Martinet, et R Perez. 2019. Le « management » n'est pas une science anglo-saxonne, *Revue Française de Gestion*, 278: 11-18.
- Amann, B, J Caby, et J Piniéro. 2007. Activisme des actionnaires et responsabilité sociale des entreprises : une comparaison Espagne – France – États-Unis – Japon *Revue de l'organisation responsable*, 2: 37-53.
- Anasse, A, M Bidan, A Ouedraogo, G Oruezabala, et J-M Plane. 2020. Alternatives africaines en management Entre frugalité et agilité, *Revue Française de Gestion*, 289: 77-100.
- Arfaoui, F, et S Damak-Ayadi. 2014. Réflexion sur la sensibilisation à l'éthique des futurs professionnels de l'audit: Étude exploratoire dans le contexte tunisien, *Revue de l'organisation responsable*, 9: 39-56.
- Aubert, M, J Huat, et L Parrot. 2020. L'organisation collective au cœur du processus de réduction des produits phytosanitaires: le cas des maraichers mahorais, *Revue de l'organisation responsable*, 15: 28-41.
- Bazin, Y, J Brabet, et R Jardat. 2021. Appel à communication. Les nouveaux enjeux de la souveraineté : entreprises, société, académiques, *Revue Française de Gestion*: <https://rfg.revuesonline.com/actualites/304-appel-a-contribution-30-mai-2021-les-nouveaux-enjeux-de-la-souverainete>.
- Becker, HS. 2019. A desperate French-speaking American sociologist *SociologieS*: <https://doi.org/10.4000/sociologies.9544>.
- Berry, M. 2004. Classement des revues : le CNRS va-t-il perdre son âme ? Lettre ouverte au CNRS, *Le Monde*, 31 mars 2004.
- Berry, M. 2006. Faire vivre une revue française en gestion, le cas de "Gérer & Comprendre" », *Revue économique et sociale*, 64: 6-9.
- Berry, M. 2010. A French journal on management: surviving and thriving—the case of Gérer & comprendre, *Gérer et comprendre*, 100: 51-55.
- Blanchet, V, et C Berrier-Lucas. 2021. 15 ans de recherches sur les transitions socio-écologiques : bilan et propositions, *Revue de l'organisation responsable*, 16: 3-12.
- Boughanmi, A, et N Nigam. 2013. A review of bankruptcy literature: a law and finance approach, *Revue de l'organisation responsable*, 8: 63-74.
- Bourdieu, P. 1982. *Ce que parler veut dire* (Fayard: Paris).
- Bourdieu, P. 2002. Les conditions sociales de la circulation internationale des idées, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145: 3-8.
- Boussebaa, M, et AD Brown. 2017. Englishization, identity regulation and imperialism, *Organization Studies*, 38: 7-29.
- Capron, M. Déconstruire la RSE pour retrouver le sens des relations entreprises-société. Jalons pour un nouvel agenda de recherche, *Revue de l'organisation responsable*, 6: 7-15.
- Caron, M-A, et C Gendron. 2011. Faire entrer la responsabilité sociale de l'entreprise en démocratie. » *Revue de l'organisation responsable*, 7: 5-17.
- Chanlat, J-F. 1994. Francophone organizational analysis (1950-1990): an overview, *Organization Studies*, 15: 47-79.
- Chanlat, J-F. 2013. Défense de la langue française comme langue scientifique, *Le Libellio d'AEGIS*, 9: 7-16.
- Chanlat, J-F. 2014a. Language and thinking in organization studies: The visibility of French OS production in the Anglo-Saxon OS field, *International Journal of Organizational Analysis*, 22: 504-33.
- Chanlat, J-F. 2014b. Langue et pensée dans le champ de la recherche en gestion : constats et enjeux et atouts de la langue française, *Gérer et comprendre*, 115: 4-17.
- Chanlat, J-F. 2018. Les avatars de la circulation des idées entre les champs de langue française et de langue anglaise, *Le Libellio d'AEGIS*, 14: 7-15.
- Chevrier, S, E Séverin, E Pezet, J-F Chanlat, et C Martin. 2016. Enjeux et Perspectives de la publication en français en sciences de gestion, *La Revue des Sciences de Gestion*, 277: 13-26.
- Cochoy, F, et M Vabre. 2007. From Stakeholders to Stakesliders, *Revue de l'organisation responsable*, 2: 40-54.
- Cusset, F. 2003. *French Theory: Foucault, Derrida, Deleuze et Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux Etats-Unis* (La Découverte: Paris).
- Czarniawska-Joerges, B, et G Sevón (eds.). 2005. *Global ideas: how ideas, objects and practices travel in a global economy* (Copenhagen Business School Press: Copenhagen).
- Das, AK. 2008. *Open Access to Knowledge and Information: Scholarly Literature and Digital Library Initiatives: The South Asian Scenario* (UNESCO: New Delhi).
- Dekheli, S, et L Lavorata. 2020. Marketing et développement durable: quels enjeux pour les marques et les consommateurs?, *Revue de l'organisation responsable*, 15: 3-6.
- Dumez, H. 2013. *Méthodologie de la recherche qualitative* (Vuibert: Paris).
- Feger, C, A Gaudin, et B Siswa Sulistyawan. 2021. Démarche d'accompagnement stratégique en comptabilité écosystème-centrée : le cas d'un outil d'alerte contre la déforestation, *Revue de l'organisation responsable*, 16: 38-50.
- Fridenson, P. 2009. La multiplication des classements de revues de sciences sociales *Le Mouvement Social*, 226: 5-14.
- Gendron, C. 2013a. 'La naissance d'une école.' in Corinne Gendron et Bernard Girard (eds.), *Repenser la responsabilité sociale de l'entreprise: l'école de Montréal* (Armand Colin: Paris).
- Gendron, C. 2013b. Social responsibility and international law: reflections about labour issues, *Revue de l'organisation responsable*, 8: 49-62.
- Gendron, C, et B Girard. 2013. *Repenser la responsabilité sociale de l'entreprise. L'École de Montréal* (Armand Colin: Paris).
- Gendron, C, SI Ivanaj, et J Mcintyre. 2013. Introduction. Corporate social responsibility and attitudes towards regulation of multinational companies, *Revue de l'organisation responsable*, 8: 3-14.
- George, G. 2012. Publishing in AMJ for non-U.S Authors, *Academy of Management Journal*, 55: 1023-26.
- Girard, B. 2011. Les Nouveaux Mouvements Socio-Economiques au regard de l'histoire, *Revue de l'organisation responsable*, 6: 16-25.
- Hagège, C. 1992. *Le souffle de la langue : voies et destins des parlers d'Europe* (Odile Jacob: Paris).
- Haraway, D. 1988. Situated Knowledge, *Feminist Studies*, 14: 579-99.
- Harzing, A-W, et I Metz. 2012. Explaining geographic diversity of editorial boards: the role of conference participation and English-language skills, *European Journal of International Management*, 6: 697-715.

- Horn, SA. 2017. Non-English nativeness as stigma in academic settings, *Academy of Management Learning & Education*, 16: 579-602.
- Ibarra-Colado, E. 2006. Organization Studies and Epistemic Coloniality in Latin America: Thinking Otherness from the Margins, *Organization*, 13: 1350-5084.
- Igalens, J. 2007. Editorial, *Revue de l'organisation responsable*, 1: 3-4.
- Igalens, J. 2021. Entretien avec Jacques Igalens, fondateur de la ROR, *Revue de l'organisation responsable*, 16: 13-17.
- Ivanaj, V, NG Da Costa, O Ivanova, SI Ivanaj, et R Narayan Kar. 2013. Understanding MNEs' attitudes towards CSR: A literature review and research agenda, *Revue de l'organisation responsable*, 8: 15-30.
- Krafft, J, B Parguel, P Quirion, et S Zuber. 2016. «Compte-rendu du workshop « A quoi servent les revues françaises ? ».» In. Lakoff, G. 1983. 'The Contemporary Theory of Metaphor.' in Andrew Ortyny (ed.), *Metaphor and Thought* (Cambridge University Press: Cambridge).
- Lamarche, T. Les nouvelles institutions de la « mesure » de la RSE entre communication et évaluation, *Revue de l'organisation responsable*, 4: 4-18.
- Lattemann, C, A-M Schneider, et K Sören. 2007. Corporate Social Responsibility and the Capabilities Based View—a Case Study of a Multinational Enterprise (mne), *Revue de l'organisation responsable*, 2: 18-29.
- Mandard, M. 2020. Pourquoi défendre les revues de gestion françaises?, *Revue Française de Gestion*, 291: 9-22.
- Manning, J. 2021. Decolonial feminist theory: Embracing the gendered colonial difference in management and organisation studies, *Gender Work & Organization*, 28: 1203-19.
- Marberg, A, et J Jonker. 2007. CSR and Multiple Value Creation: A Social Movement in the Making?, *Revue de l'organisation responsable*, 2: 5-17.
- Meriläinen, S, J Tienari, R Thomas, et A Davies. 2008. Hegemonic Academic Practices: Experiences of Publishing from the Periphery, *Organization*, 15: 629-42.
- Mignolo, W. 2000. *Local histories/global designs: Coloniality, subaltern knowledges, and border thinking* (Princeton University Press: Princeton).
- Moon, J, A Crane, et D Matten. 2006. Corporate power and responsibility: A citizenship perspective, *Revue de l'organisation responsable*, 1: 82-92.
- Ndoumbe Berock, IB, PE Ndebi, et F Kern. 2016. Les pratiques de la RSE par les entreprises d'exploitations forestières dans le Bassin du Congo : conformisme ou volontarisme ?, *Revue de l'organisation responsable*, 11: 55-63.
- Oberoi, R. 2013. Complexity in regulating multinational corporates in global era: understanding the taxonomy of 'power' and 'corporate responsibilities', *Revue de l'organisation responsable*, 8: 31-48.
- Parguel, B, et G Johnson. 2021. Beyond greenwashing: Addressing 'the great illusion' of green advertising, *Revue de l'organisation responsable*, 16: 59-66.
- Perret, C, et B Paraque. 2012. L'organisation socio-politique des villages kabyles : une gouvernance spécifique des ressources naturelles, *Revue de l'organisation responsable*, 7: 69-82.
- Pontille, D, et D Torny. 2010. Revues qui comptent, revues qu'on compte: produire des classements en économie et gestion, *Revue de la régulation*, 8: <http://regulation.revues.org/index8881.html>.
- Postel, N, et S Rousseau. 2010. Jalons pour une analyse conventionnaliste de la responsabilité sociale de l'entreprise, *Revue de l'organisation responsable*, 5: 39-50.
- Rhouma, AB, et P Koleva. 2020. Quel modèle émergent de RSE dans la Tunisie post-révolutionnaire? Résultats d'une étude empirique, *Revue de l'organisation responsable*, 15: 17-30.
- Rouquet, A. 2016. Face à la tyrannie des étoiles : révoltons-nous, *Revue Française de Gestion*, 227: 133-47.
- Safy, R, P Chapellier, et C Gillet-Monjarret. 2020. L'influence des instruments économiques sur le comportement responsable des dirigeants de PME marocaines, *Revue de l'organisation responsable*, 15: 5-16.
- Saulière, J. 2014. L'anglicisation, un défi pour les organisations: Regards croisés sur l'entreprise et l'enseignement supérieur, *Gérer et comprendre*, 116: 54-63.
- Scaillez, A, et D-G Tremblay. 2016. Le télétravail, comme nouveau mode de régulation de la flexibilisation et de l'organisation du travail : analyse et impact du cadre légal européen et nord-américain, *Revue de l'organisation responsable*, 11: 21-31.
- Touboul, A, et L McCarthy. 2021. (Re)-imagining ecologically harmonious food systems beyond technofixes, *Revue de l'organisation responsable*, 16: 18-27.
- Willmott, H. 2011. Journal list fetishism and the perversion of scholarship: reactivity and the ABS list, *Organization*, 18: 429-42.
- Wolff, D. 2007. L'appropriation du concept de développement durable par les firmes ou l'émergence d'une nouvelle convention de coordination, *Revue de l'organisation responsable*, 2: 27-36.